

RDC

La Monusco reconduite malgré Kinshasa

Le mandat de la Monusco a été reconduit pour un an en RDC. Malgré le souhait contraire du gouvernement.

Jusqu'au bout, le ministre congolais des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, Raymond Tshibanga, a, à New York, mis en garde le Conseil de sécurité des Nations Unies contre «une résolution malencontreuse ne prenant pas en compte la situation réelle sur le terrain». Et plaidé pour, d'ici à la fin de l'année, une réduction de moitié des effectifs de la «mission pour la stabilisation en République démocratique du Congo». Le Conseil n'en a pas moins reconduit ce mercredi pour un an le mandat de la Monusco.

La résolution, proposée par la France, et adoptée à l'unanimité «recentre et renforce le man-

dat» de la Monusco autour «de deux priorités (...): la protection des civils dans le cadre de la lutte contre les groupes armés et le soutien à la tenue rapide d'élections crédibles, pacifiques et démocratiques», a commenté l'ambassadeur français auprès de l'ONU, François Delattre.

Effectif maintenu

La résolution ne modifie pas l'effectif actuel ni le nombre maximum autorisé de Casques bleus : il reste fixé à 18 618 «membres de personnel en uniforme» (soldats, observateurs militaires et policiers), 3 470 membres du personnel civil, et 404 volontaires des Nations Unies.

La demande de Kinshasa n'est donc pas prise en compte. Le Conseil se contente de «prendre note» de la recommandation du secrétaire général, Ban Ki-moon, de réduire de 1700 l'effectif militaire de la mission. «*Quand des progrès importants auront été réalisés*» pour atteindre les objectifs prioritaires de la mission, annonce-t-il. La résolution pose que «*la sortie de la*

Monusco doit être graduelle et progressive, liée à la réalisation d'objectifs spécifiques».

Dans l'immédiat, le Conseil exhorte Kinshasa à «*reprendre immédiatement les opérations militaires conjointes*» entre son armée et la Monusco contre les rebelles des FDLR (Forces démocratiques pour la Libération du Rwanda).

Cette coopération militaire était suspendue depuis février 2015, après que l'ONU eut reproché à Kinshasa d'avoir nommé, pour mener les opérations, deux généraux soupçonnés de graves violations des droits de l'homme.

La majorité crie victoire

L'appel à des élections crédibles survient après l'annonce de la victoire de la majorité présidentielle dans les élections aux postes de gouverneur dans 14 des 20 nouvelles provinces, où les résultats sont proclamés. L'opposition, par la voix de Moïse Katumbi, ex-gouverneur du Katanga, dénonce un «*simulacre*». ■ **Phi. Le. (avec Belga)**

Le D^r Mukwege pris pour cible

Alors que la mission de la Monusco allait être prolongée à la frontière rwando-congolaise, le ministre congolais de l'Information, Lambert Mende, s'en est violemment pris au D^r Denis Mukwege. Le crime du responsable de l'hôpital de Panzi, où sont soignées des milliers de femmes violées ? Avoir présenté

«*l'alternance démocratique*» comme un moyen d'enrayer le fléau du viol, employé comme arme de guerre. «*On devrait, à l'en croire, conclure que les viols au Kivu et dans tout l'est sont directement liés au manque d'alternance démocratique à Kinshasa. Et pas à l'état de guerre endémique imposé (...) par des*

groupes armés criminels qui se sont déversés depuis 1994 dans notre pays, et des coalitions de puissances étrangères qui gavent le médecin fistulier de titres honorifiques», a ironisé le ministre. Et d'accuser le titulaire du prix Sakharov du Parlement européen «*qui semble avoir pris goût aux feux de la rampe et aux*

plantureux subsides» de craindre que «*le marché des femmes violées*» se révèle «*saturé et financièrement peu rentable d'ici quelques années*». Sans commentaires !

Phi. Le.